

Etats généraux de l'alimentation, atelier 3

Contribution Axe 3 de Bernard Chevassus-au-Louis, Humanité et Biodiversité (20/09/2017)

Pour un Haut conseil de l'alimentation durable

Beaucoup de choix de politiques agricoles ou alimentaire donnent lieu plus ou moins rapidement à des polémiques dont le résultat est de conduire à des réorientations aussi fréquentes qu'imprévisibles. Cette instabilité obère tant la crédibilité que l'efficacité de ces politiques et peut conduire en outre à des pertes pour les acteurs économiques. On peut citer l'exemple des biocarburants, de la politique semencière (OGM, semences paysannes avec la récente initiative de CARREFOUR, du bien-être animal...)

Les causes de cette situation sont nombreuses mais nous considérons que l'une d'entre elle est le fait que les décisions sont prises de manière cloisonnées (selon les secteurs concernées) et dans des lieux insuffisamment pluralistes, ou la représentation des professionnels de ces secteurs est largement dominante.

Il nous semble donc qu'une mise en débat précoce de ces choix, dans une instance pluraliste faisant une large place à la société civile, pourrait permettre d'alerter sur le caractère non durable de certaines options. Cette instance, sur le modèle du Comité consultatif national d'éthique, devrait avoir un nombre restreint de membres (3 à 40) et relever du Président de la République ou du premier ministre.